

OPINION

Le programme de Poutine pour sa réélection : la guerre jusqu'à la victoire !

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SêD)

Le 22 août, Poutine a prononcé un discours devant le congrès de son parti, « Russie unie », dans lequel, anticipant une victoire certaine dans les urnes à défaut de l'emporter sur le terrain en Ukraine, il a appelé poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, passant sous silence la situation peu favorable sur le front et l'incapacité de la défense russe à empêcher les frappes ukrainiennes à très longue distance, notamment sur les infrastructures pétrolières.



L'insistance de Poutine à faire de « Russie unie », le parti dominant en Russie, un parti belliciste, met en lumière le fait qu'il ne cherche pas une porte de sortie en Ukraine et qu'il est très peu enclin à faire des compromis pour la paix, à moins d'y être contraint. Ses efforts pour amalgamer la politique et la société russes autour d'un ultranationalisme agressif et du revanchisme auront probablement des conséquences même après son départ du pouvoir.

Poutine a présenté la campagne russe de frappes contre l'Ukraine comme une victoire pour le public russe afin de compenser le manque de succès tactique de la Russie sur le champ de bataille. Il prétend que la Russie est capable de frapper en réponse aux

frappes ukrainiennes. Il a affirmé dans un interview du 22 août que sa campagne de frappes contre l'Ukraine perturbe la base industrielle de défense de celle-ci et soutient les forces de première ligne russes.⁽¹⁾

Poutine a prétendu que sa campagne de frappes est une réponse aux frappes à longue portée que l'Ukraine a intensifiées depuis mars 2026, alors que la Russie bombarde les civils et les infrastructures civiles d'Ukraine depuis février 2022. Il a souligné les effets de la campagne de frappes contre l'Ukraine, pour compenser l'absence de succès tactiques significatifs pour la Russie et tenter de masquer les problèmes socio-économiques croissants en Russie.

Poutine continue de préparer la société russe à une guerre prolongée en Ukraine malgré des avancées minimales et lentes sur le champ de bataille et des pertes de personnel croissantes. Il prétend que les forces russes continuent d'avancer dans toutes les directions depuis la ligne de front, et à un rythme accéléré.⁽⁴⁾

En réalité, les forces russes n'ont guère avancé en août 2026, selon les observations de l'Institute for the Study of War de Washington. Les rapports de l'état-major général ukrainien sur Facebook sur les pertes russes indiquent que les forces russes ont subi environ 29.120 pertes entre le 31 juillet et le 22 août 2022 – soit en moyenne de 1.074 pertes par kilomètre carré de territoire conquis.

Poutine a reconnu les effets des frappes à longue portée ukrainiennes sur l'infrastructure énergétique russe et a souligné la nécessité d'améliorer ses systèmes de défense aérienne. Il a déclaré dans un interview, le 22 août, que les frappes à longue portée ukrainiennes causent des pertes humaines et des « dommages économiques ».⁽⁷⁾

Le président de l'Union russe des industriels et entrepreneurs Alexander Chokhine a déclaré le 20 août que les frappes de drones ukrainiens avaient réduit la capacité de raffinage pétrolier russe de 25 à 30 % et dégradé la production d'engrais et de produits chimiques.⁽⁸⁾ M. Chokhine a noté que les frappes ukrai-

niennes contre les infrastructures logistiques, telles que les Wildberries, affectent à la fois le marché intérieur russe et l'exportation. La campagne de frappes à longue portée de l'Ukraine a considérablement réduit les exportations maritimes russes de pétrole et de céréales ainsi que la capacité de raffinage pétrolier. Elle a causé des pénuries de carburant et dégradé la production russe de microélectronique.

Poutine a reconnu la nécessité d'améliorer le système de défense aérienne russe et d'étendre ses capacités grâce à la coordination entre entreprises publiques et privées – admettant l'échec de la Russie à protéger son vaste territoire contre les frappes à longue portée ukrainiennes. Poutine tente de mettre en avant sa conscience des problèmes intérieurs actuels tout en assurant au public russe que la campagne de frappes de 40 jours de l'Ukraine visant à la pousser à négocier n'a pas permis d'atteindre le résultat escompté.⁽⁹⁾

Poutine est probablement prêt à accepter des difficultés économiques croissantes pour la société russe, y compris pour les populations urbaines qu'il cherchait auparavant à protéger, à Moscou et à Saint-Petersbourg, tout en maintenant inchangée sa théorie de la victoire, fondée sur le postulat que la Russie peut gagner une guerre d'usure et survivre à la fois à la capacité de défense de l'Ukraine et au soutien occidental à l'Ukraine.

Poutine a réitéré son refus de s'engager dans des négociations de paix significatives pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Il a déclaré que les propositions de paix de l'Ukraine et de l'Europe sont « exotiques » et « inacceptables » pour la Russie. Il a noté que la Russie ne participera qu'à des négociations qui reflètent les « réalités sur le terrain ».⁽⁶⁾ Poutine semble croire que sa campagne de frappes par missiles poussera l'Ukraine à se rendre aux exigences maximalistes russes dans un contexte mondial de pénurie d'intercepteurs Patriot. Le rejet persistant par le Kremlin de toute proposition de paix significative démontre le refus de la Russie de négocier et vise à unir le public russe autour d'une plateforme pro-guerre avant les élections de la Douma d'État de septembre.

La réaction ukrainienne

Le président Zelensky a pour sa part réitéré à plusieurs reprises son engagement envers des négociations de paix et sa volonté de faire des compromis significatifs qui soient réellement en accord avec les réalités du champ de bataille, tout en excluant la capitulation de l'Ukraine.

La réaction de l'UE

La présidente de la Commission européenne a fait savoir sur X, dès le 24 août, que celle-ci a affecté 6,1 milliards € pour les systèmes de défense aérienne et antimissile, les missiles, les munitions et les radars dont l'Ukraine a un besoin urgent. Cela s'ajoute aux 16 milliards € d'achats précédemment approuvés et dont 8,35 milliards € ont été versés.⁽⁹⁾

La réaction du Royaume-Uni, et la réplique russe

Le nouveau Premier ministre britannique, M. Burnham a effectué le 24 août, à Kiev, sa première visite à l'étranger depuis son entrée en fonction. Il s'est entretenu avec le président Zelensky et il a co-présidé une réunion de la « coalition des volontaires », ces 35 États et organisations qui se déclarent, depuis 2025, prêts à envoyer des troupes pour donner à l'Ukraine, après un cessez-le-feu, des garanties de sécurité. Cette coalition, coprésidée par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, renforce le soutien financier à l'Ukraine en lui allouant 70 milliards € en 2026 et en 2027. Elle intensifie la coopération dans le domaine de l'industrie de défense, en particulier pour la protection contre les missiles balistiques.

Considérant que « La sécurité de l'Ukraine est notre sécurité », M. Burnham a exprimé sa volonté de renforcer la production ukrainienne de missiles à longue portée. Pour ce faire, il a autorisé le fabricant de missiles MBDA à divulguer des informations classifiées sur les composants de fabrication britannique utilisés pour la production du missile de croisière franco-britannique à longue portée, appelé SCALP-EG en France et Storm Shadow au Royaume-Uni. Cela permettra à la France et à l'Ukraine de mettre en place des chaînes d'assemblage locales pour ce missile.⁽¹⁰⁾ Selon l'agence de presse russe TASS, le porte-parole du Kremlin, M. Peskov, a répliqué sans délai que ce faisant, « La Grande-Bretagne participe à la guerre contre la Russie, alimente méthodiquement et régulièrement le conflit ukrainien et fomenté des complots contre le processus de paix ».⁽¹¹⁾

La réaction américaine

La visite des envoyés américains Jared Kushner et Steve Witkoff à Moscou, le 5 septembre, et à Kiev, le 6 septembre, ne semble pas avoir mené à une percée. M. Trump a donc eu le 8 septembre une conversation avec Poutine, au sujet de laquelle il s'est exprimé pour la première fois le 10 septembre. Pour Trump, « Poutine veut conclure un accord, et si Zelensky veut aussi un accord, ce serait très agréable. » Trump estime que l'origine du conflit, c'est une querelle personnelle entre Poutine et Zelensky, mais qu'ils en ont assez de se battre.⁽¹²⁾ Ce n'est donc pas sur lui qu'il faut compter pour mettre fin à ce conflit. La seule évolution favorable est que Trump semble avoir renoncé à son plan en 20 points, qui reprenait les exigences formulées par Poutine à Anchorage en 2025.

L'avenir du conflit

Il me semble très improbable que la Russie et l'Ukraine se mettent d'accord sur autre chose qu'une trêve très temporaire, des échanges de prisonniers ou de cadavres. Leurs positions divergent beaucoup trop pour qu'il y ait un terrain d'entente. L'automne 2026, l'hiver et le printemps 2027 seront donc rudes pour les deux camps, et le monde en subira les conséquences économiques, les Européens n'y échapperont pas.

Considérations finales

Faute de s'être dotée d'une organisation politique fédérale et légitime, capable de définir une politique européenne de sécurité, comme préalable à une armée européenne, et d'avoir développé suffisamment la production de systèmes d'armes, et plus généralement de biens publics supranationaux, comme la sécurité, la défense ou le contrôle des flux migratoires, l'Europe subit les conséquences de ce conflit, mais aussi de ceux qui ensanglantent le Proche-Orient, ou qui courent autour de la Chine, sans pouvoir faire guère plus que ce qui a été évoqué ci-avant. C'est mieux que rien, mais cela reste assez dérisoire si l'on songe que le PIB européen 2025 est estimé par Eurostat à 18.800 milliards €.

La faute en est aux partis au pouvoir depuis 1950, qui ont manqué de la volonté politique nécessaire pour doter l'Europe d'un État fédéral. De plus en plus d'électeurs en ont assez. Ils semblent de plus en plus prêts à se tourner vers des solutions alternatives...

Les réclamations s'envolent auprès de la CSSF

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a publié, dans son rapport annuel paru le 4 septembre, les chiffres de son activité de règlement extrajudiciaire des litiges en 2025. Le régulateur luxembourgeois a enregistré 3.186 nouveaux dossiers de réclamation, contre 1.850 en 2024, soit une progression de 72,2 %.

Cette forte hausse ne signifie toutefois pas que les établissements financiers sont devenus proportionnellement plus nombreux à être mis en cause. Le dispositif de la CSSF concerne l'ensemble des entités placées sous sa surveillance et peut également être utilisé par des personnes morales.

Les paiements au cœur des plaintes

La grande majorité des réclamations concerne les opérations de paiement, avec 70 % des dossiers traités en 2025. Les comptes de paiement arrivent ensuite avec 15 %, devant les cartes de paiement et la banque privée, à 5 % chacune.



Les crédits hypothécaires comptent pour 2 %, tandis que les crédits à la consommation ainsi que les comptes d'épargne et à terme représentent chacun 1 %. La répartition est restée globalement similaire à celle de 2024.

Le rapport souligne par ailleurs l'importance des affaires liées aux fraudes, notamment le phishing, l'ingénierie sociale et les fraudes à l'investissement. Ces affaires concernent principalement les services de paiement, les comptes de paiement et les cartes.

La CSSF constate une évolution des techniques utilisées. Les dispositifs

sont devenus plus élaborés et sont mis en œuvre par des réseaux criminels de plus en plus organisés et professionnalisés.

Les méthodes utilisées rendent également les tentatives de fraude plus difficiles à détecter par les victimes, alors que les montants en jeu peuvent être importants. Sur les dossiers clôturés en 2025, 2.419 avaient été reçus au cours de l'année ou antérieurement. Une solution amiable a été trouvée dans 151 affaires à la suite de l'intervention de la CSSF. Dans 78 autres dossiers, le régulateur n'a pas identifié de comportement fautif.

Dans 1.730 dossiers, le réclamant n'a pas donné suite après avoir été informé de la procédure à respecter. La CSSF ne peut déterminer si ces personnes ont trouvé un accord directement avec leur établissement ou ont abandonné leur démarche. Cette situation limite donc la portée des statistiques sur les litiges effectivement résolus.

La CSSF a également identifié 355 demandes irrecevables. Dans 59 % des cas, la réclamation concernait une entité ne relevant pas de sa surveillance. Le défaut de qualité pour agir représentait 17 % des cas et les plaintes portant sur un produit ou service non financier 15 %.

Lorsqu'un dossier est instruit sur le fond, sa durée moyenne de traitement s'est établie à 85 jours en 2025. Le Luxembourg représentait 12 % des dossiers, contre 25 % en 2024.

Le rapport montre ainsi une forte hausse des réclamations, principalement liées aux services de paiement et aux fraudes, avec des techniques de plus en plus sophistiquées. Il souligne aussi qu'une part importante des dossiers n'aboutit pas à une instruction complète.

Source : CSSF, Rapport d'activités 2025

- 1) Voir sn, « Assessment, August 22, 2026 » in *Institute for the Study of War*, <https://www.instituteforthe studyofwar.org/assessments/assessment-august-22-2026/>.
- 2) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80570>.
- 3) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.
- 4) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.
- 5) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.
- 6) Voir <https://www.rferl.org/a/putin-says-russia-will-win-the-war-in-ukraine/1018826.html>.
- 7) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.
- 8) Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.
- 9) Reuters, « EU keurt steunpakket van 6,1 miljard euro aan Oekraïne goed » in *De Standaard*, <https://www.vlaanderen.be/nieuws/24-aug-2026>.
- 10) Andrew MacAskill, Jean Terzian, Reuters, « Burnham se rend en Ukraine, veut aider Kyiv à produire des missiles longue-portée » in *Boursorama*, <https://www.boursorama.com/actualites/ukraine/24-aug-2026>.
- 11) sn, « Le Kremlin accuse le Royaume-Uni d'empêcher toute avancée vers la paix en aidant l'Ukraine » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/ukraine/article/2026/08/24/le-kremlin-accuse-le-royaume-uni-d-empacher-toute-avancee-vers-la-paix-en-aidant-l-ukraine_6188266_1816.html.
- 12) Reuters, Trump na gesprek met Poetin: « Rusland wil deal sluiten » (Trump après une conversation avec Poutine : « La Russie veut conclure un accord ») in *De Standaard*, Live Oekraïne, <https://www.vlaanderen.be/nieuws/10-septembre-2026>.